

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

L'ALLIANCE SOCIALISTE

Thiers, le grotesque gremlin, et ses complices de Versailles, pensaient avoir noyé dans le sang de mai, les idées socialistes; mais, depuis 1877, elles renaissent vivaces.

Au mutualisme proudhonien, panaché d'anarchisme, et au socialisme incertain et rudimentaire de la fin de l'empire, succède un socialisme scientifique, qui reprend les traditions du communisme d'avant 1848, en le dépouillant de son mysticisme et de ses utopies. Au congrès de Marseille, le socialisme moderne s'affirme et, pour la première fois, le prolétariat français inscrit sur son drapeau : *organisation de la classe ouvrière en parti de classe et mise en commun de tous les moyens de production.*

Ces déclarations éclatèrent comme un coup de foudre dans le ciel bleu du radicalisme : le communisme reparait donc sous le nom de collectivisme. Toutes les fractions de la bourgeoisie se coalisèrent contre le socialisme renaissant. Les radicaux semèrent la division, les opportunistes enrégimentèrent les chambres syndicales pour les préserver de la contagion socialiste. Riait-on des collectivistes, ils étaient bons pour Bicêtre. Il y a à peine quatre ans que l'on traitait ainsi le collectivisme et ses partisans; et cependant, aujourd'hui, les idées communistes ont tellement envahi l'atmosphère intellectuelle, qu'on ne peut les passer sous silence ou les ridiculiser à moins de vouloir être pris pour un ignorant ou un imbécile.

Les radicaux s'empressèrent de confisquer à leur profit l'influence que les idées socialistes commençaient à prendre sur les masses. Ils se déclarèrent socialistes, aussi socialistes que n'importe qui, et ils fondèrent l'*Alliance socialiste*; ils teintèrent son programme de revendications socialistes, découpées dans le programme du Parti ouvrier.

L'Alliance devait être une machine électorale, qui ne fonctionnerait qu'aux approches des élections et que l'on relèguerait au grenier après le vote.

Aux dernières élections législatives, les radicaux, métamorphosés en socialistes, furent élus avec l'aide de l'Alliance. Une fois bombardés députés, ils crurent avoir suffisamment prouvé leur socialisme en s'affublant du titre pendant la période électorale. Ils oublièrent l'Alliance et ses comités, et, comme par le passé, ils ne s'occupèrent que des intérêts de la classe bourgeoise, votant les conversions, les expéditions, les impôts, les subventions, les budgets, les lois, sans guère s'inquiéter de l'opinion de leurs électeurs, et encore moins de celle des comités de l'Alliance.

Les députés radicaux auraient dû souvent en appeler à leurs électeurs pour doubler leur action dans le Parlement : ainsi, lorsqu'on suréleva le droit d'entrée du blé, qui renchérit immédiatement le prix du pain, ils votèrent contre; mais, au lieu de créer une agitation populaire contre cette loi d'affameurs, ils continuèrent à dormir sur les bancs de l'opposition, qui ne s'oppose à rien.

Dans la gauche radicale qui, si allègrement, accordait à Ferry des millions pour la Tunisie, le Tonkin, Madagascar, il ne se trouva pas un seul député pour porter à la Chambre les réclamations des ouvriers sans travail, ainsi que le faisait notre ami Vaillant dans le Conseil municipal. Tous, comme un seul homme, répondirent aux ouvriers : — mais vos demandes sont du collectivisme; et il n'y a pas parmi nous un seul collectiviste. — Leur socialisme avait pris la poudre d'escampette, au moment où il aurait fallu le montrer.

Tant va la cruche à l'eau qu'il lui arrive malheur. Les députés radicaux se sont tant moqués du public et des comités de l'Alliance, qu'ils ont fini par désaveugler beaucoup de leurs électeurs ouvriers. Les uns se sont ralliés aux partis socialistes révolutionnaires; les autres, moins hardis, sont restés encore dans l'Alliance; mais ils ont résolu de n'être plus les dupes des radicaux. Ils se sont dit : — Ce coup-ci, nous allons rédiger un programme, et, pour qu'il ne soit pas un chiffon de papier, bon seulement à avoir dans ses poches en certaines occasions, nous lierons nos candidats par des engagements formels. Nous leur imposerons comme conditions, l'obligation de transformer en projets de loi les articles du programme et de se tenir en constante communication avec les comités de l'Alliance.

Que vous avez raison! A quoi sert de faire triompher un programme, si pendant la période législative il demeure lettre morte et ne ressuscite que pendant

la période électorale suivante? A quoi sert un député, si le mandat s' imagine que le commencement de la sagesse est de se moquer de ses mandataires? Mais que vous êtes naïfs, citoyens de l'Alliance!

M. Pelletan proclama votre programme le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre, mais en remit la réalisation en l'an deux mille et quelques. Il vous donna une leçon gratuite de socialisme, et vous apprit que la mise à la charge de l'Etat de l'entretien des enfants, était du communisme, du collectivisme. — Vos conditions indignèrent ceux qui espèrent décrocher la timbale; si beaucoup n'osèrent manifester leurs sentiments, comme M. Pelletan, tous pestèrent tout bas : — On veut nous forger des chaînes! A quoi bon avoir conquis la liberté républicaine, si l'élu ne conserve pas le droit imprescriptible de s'affranchir de ses promesses électorales.

Du moment que l'Alliance n'était plus une machine électorale au service des radicaux, du moment qu'elle prenait sous son bonnet de faire la loi aux élus, elle devenait une organisation dangereuse qu'il fallait détruire. Les groupes inféodés à quelques députés se retirèrent, et ils prétendent aujourd'hui constituer à eux seuls toute l'Alliance.

Beaucoup de politiciens bourgeois, que les alliés ont portés sur leur liste, ne souscriront pas à leurs conditions; il est à craindre que ceux qui les acceptent, en rient.

Les alliés vont se trouver dans cette étrange situation : ou ils mettront dans leur poche programme et conditions, ou ils n'auront pas de candidats sérieux. Ils devront ou renoncer à toute action électorale ou se rallier au Parti ouvrier, qui leur donnera pleine satisfaction.

Il importe peu, d'ailleurs, de savoir comment se comporteront les membres socialistes de l'Alliance aux prochaines élections; mais il est certain que l'Alliance craque, que cette organisation bâtarde échafaudée pour faire pièce au Parti ouvrier, s'effondrera après les élections.

Nous remercions tout particulièrement le Cri du Peuple et l'Intransigeant, de la façon dont ils ont bien voulu annoncer l'apparition du Socialiste.

OLIVIER PAIN

L'*Intransigeant* a saisi l'opinion publique du crime commis par le général Wolseley, qui n'en était pas à son coup d'essai; c'est un homme froidement cruel et cynique. Des meetings se sont organisés pour manifester l'indignation populaire.

Les réactionnaires disent : — mais rien n'est moins prouvé que l'assassinat d'Olivier Pain. — Malgré les démentis intéressés, l'on sait de source certaine que sa tête avait été mise à prix, ainsi que celle d'Osman Digma; et cela suffit pour justifier l'indignation. Mettre à prix la tête d'un ennemi, est un procédé qu'aucun général européen n'oserait employer dans une guerre contre une nation européenne.

Mais les généraux et officiers anglais, aussi bien que Français, Hollandais et Espagnols, renégatent tous leurs scrupules dès qu'ils ont pour adversaires des peuples prétendus barbares. Dans les guerres coloniales, ils se conduisent plus barbaquement que les barbares eux-mêmes. La liste des infamies commises en Algérie et au Mexique par les généraux français serait bien longue : Arabes que l'on enfume dans des grottes comme des renards, patriotes prisonniers que l'on chasse à coups de fusils, comme des lapins, paisibles habitants que l'on pille et roue de coups. Il est temps que la conscience populaire se réveille et flétrisse pareille conduite.

Il est d'autant plus nécessaire de dénoncer de tels forfaits que les Cavaignac, les Bréa, les Saint-Arnaud, les Espinasse, les Lamoricière, les Clinchant, les Gallifet, ces massacreurs de républicains et de révolutionnaires français, ont appris dans ces guerres leur métier de brigands. Tant que les révolutionnaires ne soulèveront pas l'indignation populaire contre les guerres coloniales et les crimes qui s'y commettent, les généraux de la classe dirigeante, dans nos guerres civiles, traiteront les Français comme ils ont traité les Arabes et les Mexicains.

Il est heureux de constater que dans les deux meetings de samedi dernier, donnés l'un au Cirque d'hiver avec le concours de Rochefort, Vaillant, Brissac, Longuet, etc., et l'autre à Charenton, par le cercle des *Egaux*, avec le concours de Ranvier, Viel, Lafargue, Vigneaux, etc., l'assemblée a voté des résolutions dégageant la classe ouvrière

anglaise du crime du général Wolseley et flétrissant la conduite des généraux européens, tant anglais que français, dans les guerres coloniales.

Se scandalise qui voudra de voir marier, sur certaines listes départementales, la carpe radicale avec le lapin opportuniste (celui qu'on nous pose depuis quinze ans). Nous ne trouvons, nous, rien d'incestueux à ces accouplements.

Sans doute il y a entre les parties incompatibilité d'humeur. On ne s'entend, ni sur le budget des cultes que les uns déclarent aussi indispensable que les fonds secrets, pendant que les autres voudraient en faire l'économie; ni sur le Sénat qui, pour ceux-ci, est un obstacle, et pour ceux-là une garantie; ni sur l'impôt qui, direct ou indirect, multiple ou unique, est toujours prélevé sur les travailleurs nationaux.

Mais toutes ces questions — et d'autres encore — d'ordre purement gouvernemental, et qui se trouvent résolues contradictoirement dans les divers pays sans que l'exploitation capitaliste s'en porte plus mal, sont de simples détails, de la métaphysique, pourrait-on dire.

Ce qui importe, c'est la division à maintenir de la société en classes, dont l'une produit tout sans rien posséder, pendant que l'autre possède tout sans rien produire; or, sur ce point fondamental, l'accord est plus que parfait entre nos politiciens.

Le radicalisme de M. Clémenceau n'est pas moins partisan de la propriété privée — c'est-à-dire de la propriété dont sont privés ceux qui la créent — que l'opportunisme de M. Ferry.

Si le Ferry a, dimanche dernier, répudié avec horreur, à l'Alhambra de Bordeaux, ce qu'il a appelé « le collectivisme brutal et bestial », il y a longtemps qu'au Cirque Fernando le Clémenceau a dénoncé avec non moins d'horreur « les couvents et les casernes collectivistes ».

Pour Clémenceau comme pour Ferry, avec la liberté d'association assurée à qui n'a à associer que sa misère, et l'école — l'école professionnelle surtout — ouverte à l'ouvrier dont elle fera une machine perfectionnée, plus productive pour le patron, « la dette sociale » est payée. Et si le prolétariat n'est pas satisfait et qu'il regimbe, il n'a plus droit qu'à des coups de fusils.

Dès lors, pourquoi ne pas s'embrasser sur les mêmes listes? On peut bien faire candidatures communes entre gens qui feront demain plomb commun contre nous.

Le dernier numéro de la *Revue politique et littéraire* contient un article sur « le collectivisme ». Dans cet article de M. Bérard Varagnac, à propos de la puérile élucubration de M. Paul Leroy-Beaulieu, publiée il y a environ un an, on ne trouve pas l'ombre d'une notion à peu près exacte du sujet, pas l'ombre d'un semblant d'argument.

Un aveugle se renseignant sur les couleurs auprès d'un autre aveugle de naissance et prenant ces renseignements pour l'expression de la réalité, voilà ce qu'est M. Bérard Varagnac à la remorque de M. Leroy-Beaulieu.

Une courte citation donnera une idée de sa façon de déraisonner; il présente à ses lecteurs « un communiste qui prêche le partage des terres. » Nous faisons au pauvre M. Bérard Varagnac l'aumône de deux propositions de nature, s'il peut les saisir, à lui éviter dorénavant de semblables balourdises : 1° communisme signifie mise en commun, 2° mise en commun est juste le contraire de partage.

Du reste, il nous faut reconnaître que le malheureux ne se fait aucune illusion sur l'efficacité de la réfutation tentée par M. Leroy-Beaulieu et Cie. Les collectivistes, déclare-t-il avec une plaisante candeur, « ne s'en porteront pas plus mal. » Et il ajoute : « c'est en vain que les économistes de bon sens réitérent leurs assauts », contre quoi, contre « la fragilité de ces théories vaines ». Faiblards « les économistes de bon sens », hein, naïf Varagnac, maladroit ami?

Pour le développement du SOCIALISTE

Parts de propriété souscrites à ce jour :
Cercle de la Bibliothèque socialiste, 1; — Lavigne, 1; — Cercle des 1^{er} et 2^{me} arrondissements, 1; — Svilokonitch, 1; — Louzon, 1; — Bernard, 1; — Deville, 2; — J. Lépine, 2; — Fortin, 1; — Rienzi, 5; — Lecourtois, 2; — C. Planet, 1; — L. Dubois, 1; — Total : 20.

L'EXPROPRIATION POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Une forteresse, une Bastille, occupée par les hommes d'armes du roi ou du seigneur féodal, dominait les villes de l'ancienne France et les tenait soumises à leur bon plaisir. L'Etat est la Bastille de la bourgeoisie.

Les niais utopistes du libre-échange, ces pères légitimes de l'anarchisme, avaient un instant cru que la bourgeoisie pouvait maintenir sa domination de classe sans l'aide de l'Etat. Le fameux Joseph Garnier, économiste malthusien et calembouriste distingué, demandait que l'Etat ne fut chargé ni de la fabrication de la monnaie, ni de la police. Les événements historiques ont réfuté ces billevesées. Dans les pays civilisés l'action prépondérante de l'Etat ne cesse de s'accroître; tous les jours de nouvelles fonctions lui sont ajoutées, et celles qu'il possédait deviennent plus considérables.

Pour vivre et se développer, la bourgeoisie a besoin d'un Etat de plus en plus fort.

En effet, à mesure que la civilisation capitaliste progresse, la propriété se concentre et les propriétaires deviennent moins nombreux et plus incapables de gérer et de défendre leur propriété. Au moyen âge les maisons étaient de petites citadelles; tout bourgeois était armé et savait se battre: aujourd'hui le capitaliste ne veut plus que jouir, et, de même qu'il confie l'administration de sa propriété à des salariés, de même il se repose sur des prolétaires du soin de la défendre. Le capitaliste réalise l'idéal de l'animal inutile.

Lorsque l'on discutait la loi militaire, la bourgeoisie bien nantie manifesta hautement son horreur du service militaire. Etre soldat, c'était bon pour des ouvriers, des paysans, mais ça brisait la carrière des fils de la bourgeoisie, ça compromettait leur avenir. L'armée française, que personne ne nous envie, n'est plus qu'une armée prétorienne à la solde de la bourgeoisie. Les anciens forts de Paris, ainsi que ceux de Lyon, avaient été construits plutôt pour écraser la ville de leurs feux que pour la protéger contre l'ennemi extérieur. Le rôle du fort du Mont-Valérien pendant la Commune, le prouve. L'armée, avant de servir contre l'étranger, est employée contre des Français: une grève ne peut éclater dans un centre ouvrier sans que l'infanterie, la cavalerie et souvent l'artillerie ne fassent leur apparition; et l'on sait comment elles se conduisent. En juin 1848 le bourgeois se battit contre les insurgés; mais, en 1871, la gendarmerie et l'armée durent se charger de la besogne de vaincre les fédérés. La bourgeoisie n'est plus une classe qui se maintient par sa propre force; elle ne peut exister qu'en s'entourant de soldats mercenaires, de policiers, de prisons, de bagnes et de colonies pénitentiaires. Jamais aucune société n'employa autant de moyens de répression et de compression.

L'Etat protège autrement encore la propriété bourgeoise. — Le placement des capitaux présente bien des dangers: les gogos que la finance tond si ras, le savent; les faillites, les ruines, les pertes de tous genres menacent les capitaux de l'industrie et du commerce. Les emprunts d'Etat sont, après tout, le mode le plus certain de placer son argent: la dette publique est la caisse d'épargne de la classe capitaliste. Dès que les affaires deviennent incertaines, la bourgeoisie achète des rentes, qui montent ensuite; tandis que, dans les moments de prospérité, elle consacre les capitaux disponibles aux entreprises industrielles et commerciales. Loin de désirer l'extinction de la dette publique, ainsi que le pensent naïvement les Alliés, les bourgeois la créeraient si elle n'existait pas.

L'Etat, dans le seul intérêt de la bourgeoisie, monopolise certaines industries, transformées en services publics, tels que la poste, les télégraphes, la fabrication de la monnaie, etc.; car ces industries doivent présenter toutes les garanties d'exactitude combinées avec les prix les plus bas; des industries d'Etat peuvent seules satisfaire à ces exigences. Aucune bourgeoisie ne confierait aux risques des entreprises individuelles des services publics d'une importance aussi capitale.

L'Etat, sous prétexte de protection du commerce, d'encouragement de l'industrie nationale, subventionne des entreprises de tout genre. Dans les moments de crise, l'Etat qui ne sait pas trouver un rouge liard pour les ouvriers mourant de faim, distribue des millions aux intéressantes victimes du commerce et de l'industrie. Au moindre trouble, au premier malaise, la bourgeoisie s'adresse à l'Etat: il l'aide dans tous ses déboires, la secourt dans toutes ses infortunes. L'Etat est la vache à lait de la bourgeoisie. Elle s'est arrangée pour accaparer toutes les places de l'Etat, afin d'être seule à l'exploiter.

Tous les régimes parlementaires débutèrent par le droit de vote restreint aux classes possédantes: elles

seules devaient élire les législateurs et occuper les places de l'Etat. Quand le suffrage se généralise et appartient à toutes les couches sociales, la bourgeoisie s'ingénie pour écarter des fonctions électives les travailleurs de l'atelier et du bureau; elle a si bien réussi que tous les corps élus, à quelques exceptions près, ne sont composés que de bourgeois.

Eloigner le travailleur de l'Etat a été une des préoccupations de la bourgeoisie. Les économistes, les journalistes, ses porte-plume et porte-parole de tous genres n'ont cessé de prêcher aux travailleurs qu'ils ne devaient jamais rien demander à l'Etat. A les entendre, l'Etat avait la main malheureuse, il lui suffisait de s'occuper d'une entreprise, ou de s'intéresser à une réforme, pour qu'elle échouât. Non seulement les ouvriers ne doivent jamais rien demander à l'Etat, mais ils ne doivent jamais espérer de pouvoir s'affranchir en s'en emparant. Les anarchistes ne font que répéter, sans le savoir, la leçon des économistes.

L'existence de la bourgeoisie est la preuve irréfutable de l'excellente utilité de l'Etat. Que demain on licencie l'armée et la police, que l'on brûle le grand livre, qu'on livre à des individus la poste, la monnaie et autres services publics, et immédiatement la bourgeoisie cesse d'exister et tout son système social s'écroule.

Tant que la bourgeoisie sera la classe régnante, il lui faudra un Etat savamment organisé pour maintenir sa domination. Les révolutionnaires socialistes ne pourront accomplir leur œuvre de régénération sociale qu'après avoir délogé la bourgeoisie de toutes les places de l'Etat; ils devront l'exproprier politiquement avant de pouvoir commencer son expropriation économique.

UNE PROCLAMATION DE BLANQUI

*Le comité des clubs démocratiques
aux sociétés populaires.*

La République, tout aussi bien que la monarchie, peut ombrager la servitude sous son drapeau, — Sparte, Rome, Venise étaient des aristocraties oppressives et corrompues. Dans l'Amérique du Nord l'esclavage est une institution de l'Etat.

Liberté! Egalité! Fraternité!

Cette devise, qui brille aux frontons de nos édifices, ne doit pas être une vaine décoration d'opéra. Ne la laissons pas devenir un mensonge aussi célèbre que celui de la Charte: « Tous les Français sont égaux devant la loi. »

Il n'y a pas de liberté pour qui manque de pain!

Il n'y a pas d'égalité quand l'opulence s'étale à côté de la misère!

Il n'y a pas de fraternité quand la femme du peuple se traîne affaînée avec ses enfants aux portes des palais!

Point de formules stériles! Il ne suffit pas de changer les mots; il faut changer radicalement les choses.

La République pour nous, c'est l'émancipation complète du travailleur! c'est l'avènement d'un ordre nouveau qui fasse disparaître la dernière forme de l'esclavage, le prolétariat.

La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et du goupillon; il faut la briser.

La révolution de février n'a pas eu d'autre but. Ce but est aussi le nôtre, et chacun des membres du comité démocratique s'engage à le poursuivre sans relâche jusqu'à ce qu'il soit atteint.

AUGUSTE BLANQUI.

Paris, 31 mars 1848.

Admettons, pour un instant, que le suffrage universel possède toutes les vertus que lui prête d'un commun accord radicaux et opportunistes. Toutes ces vertus — et d'autres encore — se trouveraient annulées par un défaut que le suffrage universel partage avec la jument de Roland: c'est d'être morte, d'exister de moins en moins.

Et qui le supprime ainsi en détail, en attendant de le supprimer en bloc? mais, la féodalité capitaliste contre laquelle on nous le donne comme une arme toute puissante. Pas bête, elle prend les devants, aimant mieux tuer le diable que d'être tué par lui.

C'est ainsi que, l'année dernière, l'Orléans et le Paris-Lyon-Méditerranée ont frappé d'inéligibilité tout leur personnel — quelque chose comme cinquante mille hommes. Ordre, signé: Noblemaire ou Mention, de « ne plus accepter de fonctions électives et de renoncer à celles qu'on avait acceptées. » Sinon, la porte. Plus de travail et plus de pain.

La Régie d'Anzin n'a pas tardé à mettre au même régime ses ouvriers, éligibles de par la loi et élus de par la confiance de leurs frères de travail. Ou sortir du conseil municipal de Denain ou quitter les fosses!

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement le droit des salariés à l'administration et au gouvernement de la chose publique, c'est leur droit d'élire que les salariés mettent dans leur poche. Une nouvelle circulaire de la même compagnie d'Orléans vient d'enjoindre à ses agents d'avoir à « s'abstenir de toute propagande électorale. » Défense sous peine de renvoi, c'est-à-dire de mort — de f. im, de « distribuer

journaux et bulletins de votes, d'entrer dans les comités électoraux », de faire, en un mot, acte de citoyen.

Et loin de se récrier, le républicanisme bourgeois bat des mains — ou des plumes — à ces « instructions » qu'il proclame « excellentes ». La France déclare expressément que « l'Orléans a compris le devoir des grandes compagnies en temps d'élection », et elle le donne en exemple au Nord, à l'Est, au Midi, à l'Ouest — qui ne manqueront pas de l'imiter, si ce n'est déjà fait.

C'est-à-dire que voilà trois cent mille hommes retranchés du jour au lendemain du livre de vie, de la vie politique, décrétés de mort civile.

Et comme cette amputation a déjà été pratiquée, sous couleur de services publics, par l'Etat sur son demi-million de petits employés de tous genres (instituteurs, télégraphistes, facteurs, gratte-papier, etc.), écartés disciplinairement de l'arène électorale; comme d'autre part, non seulement les compagnies de mine et de hauts-fourneaux, mais tous les employeurs, collectifs ou individuels, de l'industrie et du commerce peuvent, quand bon leur semblera, soumettre leurs employés à la même neutralité, autrement dit à la même castration, voilà, lorsqu'il plaira à la minorité capitaliste, l'immense majorité prolétarienne dépouillée de sa souveraineté de papier.

C'est la réduction à zéro du suffrage universel pour tout ce qui vit de salaire. Et c'est à ce zéro que les bons apôtres du radicalisme, sous prétexte que « la violence n'a jamais rien fondé qu'en apparence », voudraient limiter le prolétariat moderne en travail d'un monde nouveau? Farceurs!

L'Impôt sur les Rentiers

Les nobles détresseurs de grande route du moyen âge, après avoir exécuté une bonne rafle, retournaient dans leurs châteaux-forts perchés sur la crête d'une montagne: M. Ferry, après un mauvais coup, rentre dans un comité républicain opportuniste. La semaine dernière, il faisait le beau dans le comité opportuniste d'Epinal, il y prononçait un discours manifeste.

Une fois de plus, il a été condamné à vanter le protectorat de Tunisie et l'expédition du Tonkin, qui coûtent des centaines de millions, mais qui « ouvrent dans de riches régions... des débouchés nouveaux et de riches perspectives » aux bourgeois de toutes les exploitations, sans distinction d'opinion politique.

M. Ferry se sent fort de l'appui de tous les bourgeois qui se sont remplis les poches avec les tripotages tunisiens et tonkinois, il s'inquiète cependant du « budget qui est dans un état de malaise. » Dame! quand, dans l'espace de deux ans, un budget doit solder des expéditions tunisiennes et tonkinoises, il lui faudrait une rude constitution pour ne pas être mal ficu. Afin de le remettre d'a plomb, après les élections tous les partis bourgeois seront d'accord pour proposer de nouveaux impôts; mais lesquels? Tout a été imposé, depuis l'air que l'on respire (impôt des portes et fenêtres), le pain et la viande que l'on mange, le vin, la bière, le cidre que l'on boit, les vêtements que l'on porte, jusqu'au caporal que l'on fume. Une seule chose n'est pas imposée c'est la rente.

Tous les ans, que les armées françaises soient victorieuses ou vaincues, que la récolte du blé et du vin soit mauvaise ou bonne, que l'industrie et le commerce prospèrent ou périclitent, messieurs les rentiers touchent avec plus de ponctualité que les ouvriers leurs salaires, UN MILLIARD TROIS CENTS MILLIONS: un peu plus du quart du budget des dépenses. Les faillites peuvent tomber dru comme grêle sur les commerçants et les industriels, les chômages sur les ouvriers, tout ce qui travaille et produit peut souffrir; seul le rentier est à l'abri de tout malheur; il est un être privilégié, placé trop haut pour être affecté par les misères générales. Eh bien! il est temps que les rentiers commencent à partager les misères de la patrie et de leurs compatriotes qu'ils aiment tant.

Les électeurs, ceux qui ne possèdent pas de rentes, mais qui les paient, et il se comptent par millions, doivent se préoccuper des prochains impôts et exiger de leurs candidats la déclaration explicite qu'ils les mettront sur la rente. Il n'existe pas d'impôt préférable: impossible de frauder, aucune nouvelle dépense pour sa perception; il ne frapperait que des oisifs et des gens qui possèdent d'autres ressources.

On pourrait aisément imposer les rentiers de six ou sept cents millions: ils crieront peut-être un peu; mais ce sont des gens timides, de bonne composition et qui respectent l'autorité, si elle est énergique; il n'y a rien à craindre: au besoin, les socialistes révolutionnaires se chargeraient de les mettre à la raison.

LETTE D'ANGLETERRE

Londres, 2 septembre 1884.

Dans les quelques notes que je vous ai envoyées en courant pour faire acte de présence à votre premier numéro, je vous ai mentionné l'importance acquise par le mouvement socialiste, bien que son existence ne date que de quelques années. Je crois utile, pour bien renseigner nos camarades de France, de vous dire aujourd'hui quelques mots sur l'histoire du mouvement.

L'apathie de la classe ouvrière anglaise était un fait vraiment triste à constater. Elle semblait renoncer à toute action politique depuis le mouvement chartiste qui fit trembler les classes possédantes et qui s'éteignit peu à peu après la défaite de la révolution en 1848 et, la découverte des mines de l'Australie et de la Californie. La

réaction emprisonna tous les chefs du mouvement, et l'élément le plus énergique, le plus remuant et le plus mécontent de la classe ouvrière s'expatria en Amérique et en Australie. La prospérité industrielle et commerciale qui suivit et qui fut vraiment inouïe, contenta les ouvriers en leur donnant du travail et de forts salaires, et absorba les activités de la Bourgeoisie; ses fils les plus intelligents étaient engourdis par la philosophie banale et mesquine de Stuart Mill et de Herbert Spencer. L'organisation des *trades unions* et les luttes économiques qu'elles soutenaient contre le capital, préoccupaient seules les salariés. Dans les moments de crise, nos bourgeois, qui sont autrement roubards que ceux du continent, au lieu de massacrer les ouvriers comme vos républicains bourgeois le firent en 1848 et en 1871, nos bourgeois, dis-je, ouvraient la soupape de l'émigration et expédiaient crever par delà les mers des centaines de mille de prolétaires. Ces émigrations énormes enlevaient à la classe ouvrière les meilleurs de ses enfants; ce sont elles qui ont brisé l'esprit révolutionnaire des ouvriers anglais et qui ont assuré aux bourgeois la tranquille jouissance de leurs biens volés.

Il était étrange que l'Angleterre, le pays le plus développé industriellement, celui qui possédait le prolétariat le plus nombreux, fût en même temps le pays le moins révolutionnaire, celui où on ne trouvait nulle trace de socialisme. Et cependant, avant 1848, les partisans du grand communiste Owen et des autres sectes socialistes, se comptaient par milliers. L'Internationale essaya de réveiller l'instinct révolutionnaire, elle échoua : les *trades unions* y adhérèrent tant qu'elle s'occupa de grèves et d'organisation de corps de métiers; mais, lorsqu'après la Commune, la lutte prit un caractère terrible, les chefs des *trades unions*, qui, comme votre Barberet, sont achetés par les libéraux, se retirèrent. Desorte que l'Internationale, bien que née en Angleterre où siègeait son Conseil général, n'y avait pas de racines.

Vers 1880, des hommes dont plusieurs étaient en relations avec Karl Marx, commencèrent l'agitation socialiste. Hyndman, le plus actif d'entre eux, fonda la *Democratic Federation*, dont le programme réclame, dans sa partie économique, l'extinction de la dette publique, la nationalisation des Banques, des chemins de fer et de la terre, et, dans sa partie politique, le suffrage universel et le renouvellement annuel du Parlement. Peu à peu des hommes de talent et de dévouement, venus de toutes les classes, se joignirent au mouvement socialiste : des ouvriers tels que Quelch, un des délégués au Congrès de Roubaix, Clarck, Mahon; des jeunes gens venus des universités, tels que Joynes, Bedford Bax, Aveling; des hommes de grande situation, tels que William Morris, le poète bien connu. Des sections se fondèrent dans Londres et, en fort peu de temps, dans presque toutes les villes de l'Angleterre et de l'Ecosse; et ce qui est de la plus haute importance, des relations se nouèrent avec les Irlandais, qui entraient dans le mouvement socialiste et demandaient l'expropriation des propriétaires fonciers. On publia des journaux et une revue (*Justice, Commonwealth et To-day*) et de nombreuses petites brochures sur le socialisme. Une nouvelle organisation, la *Ligue socialiste*, s'est fondée à côté de la *Democratic federation*.

Les réfugiés de la Commune, s'ils retournaient à Londres, seraient étonnés du progrès fait en si peu de temps, et de la façon précise et énergique avec laquelle on affirme les théories du socialisme révolutionnaire. On prêche ouvertement la lutte des classes et l'emploi de la force révolutionnaire pour exproprier la classe bourgeoise.

Nous nous rappelons avec orgueil que nous avons été les premiers à décapiter un roi et à proclamer les libertés politiques, qui ne se sont acclimatées dans les autres pays que longtemps après. Nos amis les socialistes assurent qu'ils sauront suivre l'exemple donné par leurs aïeux, et que, lorsque la révolution sociale commencera en Angleterre, elle ira jusqu'au bout; aucune force humaine ne pourra la faire rétrograder. Nous avons la tenacité de nos bouledogues : lorsqu'ils plantent leurs dents dans un morceau, ils ne lâchent jamais.

T. D.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. — La nécessité de faire armée — ou liste — commune contre l'ennemi commun, la Bourgeoisie de toutes couleurs, a été comprise par toutes les organisations socialistes, moins une.

Initiée il y a quatre mois par les indépendants du XI^e et du XVIII^e, la coalition ou l'union révolutionnaire a été scellée définitivement dimanche dernier, sur la base de la liberté et de la responsabilité des divers groupements, tant en matière de programme et de tactique qu'en matière de candidats.

L'Agglomération parisienne du Parti ouvrier, le Comité révolutionnaire central, les Chambres syndicales, la Fédération de la libre-pensée, les cercles socialistes indépendants, la Ligue pour l'abolition de l'armée permanente, etc., auront chacun leur part de liste. Ces listes partielles mises bout à bout formeront la liste générale et unique que nous espérons être en mesure de publier dans notre prochain numéro.

— Dans ses dernières assemblées générales, l'Agglomération parisienne a pris, à l'unanimité, deux importantes résolutions.

Elle a décidé que les fonds à elle adressés pour la prochaine campagne électorale, qu'ils proviennent du Parti ouvrier français ou des partis socialistes étrangers, seront constitués en caisse centrale et mis, dans la mesure jugée utile, à la disposition des groupes des départements.

L'Agglomération a décidé, d'autre part, de considérer la candidature comme un poste de combat auquel ne pourrait se soustraire aucun de ses membres requis par un groupe du Parti.

— Plusieurs réunions publiques ont eu lieu dans les XII^e, XV^e et XVIII^e arrondissements. Toutes, elles se sont terminées par des ordres du jour acclamant l'Union et déclarant traîtres à la cause tous ceux qui s'y refuseraient.

Alais. — Les socialistes révolutionnaires de l'arrondissement d'Alais applaudissent de grand cœur à l'apparition du nouvel organe du Parti ouvrier; ils adressent à la rédaction leurs plus vives sympathies et tous leurs encouragements.

L. REYNOL.

Commentry. — Une réunion publique et contradictoire, organisée par le cercle des ouvriers, a eu lieu le 30 août dernier, salle du Théâtre. Depuis longtemps pareille réunion n'avait eu lieu.

Le citoyen Dormoy a passé en revue les révolutions accomplies depuis la révolution de 1789. Toutes ces révolutions, a dit notre ami, n'ont été qu'un déplacement de personnel de la bourgeoisie; seule, la révolution de 1789 a opéré une transformation économique.

Le Tiers-Etat qui est la bourgeoisie d'aujourd'hui, a trouvé son émancipation sociale dans ce grand bouleversement. L'émancipation du prolétariat ne se fera que dans des conditions identiques et par des moyens semblables.

Après avoir démontré l'antagonisme qui existe entre le possédant et le non-possédant, notre ami a engagé le prolétariat à se grouper, à se former en parti de classe, en parti distinct des partis bourgeois.

Les chefs de la bourgeoisie, tant radicaux qu'opportunistes et réactionnaires, n'avaient pas cru opportun d'assister à la réunion, malgré les invitations particulières qui leur avaient été adressées. En revanche, une demi-douzaine de roquets étaient venus aboyer au lieu et place de leur maître.

M. Aujame, leur patron, n'a pas eu la main heureuse dans ses choix; nous l'engageons pour la prochaine réunion, qui ne peut tarder, à mieux composer sa petite meute.

Notre ami Dormoy a terminé la réunion par le développement du programme du parti ouvrier, qui, soumis à l'approbation de l'assemblée, a été accepté à l'unanimité. Aux prochaines élections législatives, les ouvriers présents à la réunion voteront et feront voter pour le programme et les candidats du parti ouvrier.

Roubaix. — Les travailleurs réunis salle de la Brasserie populaire, sous la présidence de l'ancien conseiller municipal Henri Carrette, après avoir entendu le citoyen Blanck, délégué des groupes de Paris;

Considérant que depuis quinze années que la République existe, la classe bourgeoise a systématiquement repoussé toutes les revendications ouvrières;

Considérant d'autre part que les intérêts de la classe capitaliste sont contraires aux intérêts des travailleurs: Déclarent qu'ils prendront part à la lutte électorale et soutiendront énergiquement le programme du Parti ouvrier confirmé au dernier Congrès national de Roubaix.

Saint-Quentin. — Le groupe les *Plébiens* salue le nouveau journal révolutionnaire en lui souhaitant longue vie.

Le choix des rédacteurs nous est un sûr garant qu'il saura toujours combattre les exploités et défendre les exploités.

Pour le groupe : A. NICOLAS.

ÉTRANGER

Allemagne. — On disait autrefois : il y a des juges à Berlin, pour indiquer que là au moins on avait chance de trouver quelque semblant de justice. Il paraît que les juges allemands tiennent à se distinguer de leurs confrères de tous les pays. L'*Arbeiter stimme* (la voix de l'ouvrier) cite les paroles suivantes qu'aurait prononcées le Dr Frei, le président de la Cour de Justice d'Aargau : « Chaque époque a un but spécial à atteindre. La révolution française lut-tait pour l'égalité politique. Notre époque fait un pas en avant et ne se contente plus de la liberté, de l'égalité politique, mais revendique une existence digne de l'homme pour tous les citoyens. On n'arrivera pas à supprimer cette tendance en faisant semblant de l'ignorer, ni à la détruire en employant la persécution. Pour moi, je regarde en avant et non en arrière. A quiconque se borne à ne regarder qu'en arrière, il arrive comme à la femme de Loth, il est métamorphosé en statue de sel ». Il y a longtemps que la justice bourgeoise et ses représentants sont changés, non pas en statue de sel, mais de boue. Il est étrange qu'une idée aussi généreuse puisse trouver à se loger dans la tête d'un juge.

Angleterre. — Le secrétaire du Conseil de l'importante organisation anglaise la *Socialist league*, nous communique la résolution suivante, que nous nous empressons de publier, car elle montre l'unanimité du parti socialiste :

Au comité de rédaction du *Socialiste*.

Citoyens,

La résolution suivante a été prise à l'unanimité dans la séance du 31 août.

« Le meeting de la *Socialist league* sympathise avec les socialistes français exprimant leur indignation du traitement que les autorités anglaises ont fait subir à leur camarade Olivier Pain : traitement bien digne des Burnabys et des Gordons, qui, de gaieté de cœur, massacrèrent d'inoffensifs arabes et ravagèrent leurs champs.

« Ce meeting constate, avec une vive satisfaction, l'affir-

mation de solidarité entre les peuples des deux nations, faite au meeting de samedi dernier. »

A vous fraternellement et par ordre

H. SPARLING, secrétaire.

Belgique. — Le compte-rendu du Congrès, dont nous avons parlé la semaine dernière, compte-rendu que nous avons sous les yeux, nous apprend que le Congrès a définitivement fondé le Parti Ouvrier Belge sur la base du programme élaboré au printemps. — Le Conseil général siégera à Bruxelles. — La ville de Gand a été choisie pour la tenue du prochain Congrès, afin que les délégués des groupes ouvriers de la Belgique puissent se rendre compte de l'organisation supérieure des ouvriers de cette ville, et de leurs remarquables moyens de propagande : boulangerie, épicerie, mercerie, pharmacie coopératives, bibliothèques, salles de réunion, de lecture, organe rédigé en langue flamande par nos deux collaborateurs Anseele et Van Beveren.

Voici les villes qui étaient représentées au Congrès : Anvers, Malines, Gand (17 groupes), Ledeborg, Ostende, Bruxelles et environs (22 groupes), Lüttich, Verviers, Ensiya, Dison, Pepinster, Charleroi, Ongren, Jemmapes, Guesmes, Masmes, Frameries, Paturages, Faut-les-Manages, Jolimont.

Dans sa dernière séance, le Congrès a décidé une grande manifestation en faveur du suffrage universel.

Etats-Unis d'Amérique. — Les socialistes de tous les pays suivent avec anxiété les événements de France. Ils s'intéressent à notre campagne électorale. Le programme immensément long et embrouillé de la Fédération socialiste où, à côté d'excellentes revendications sociales, se trouvaient énumérées tout au long les chinoïseries du radicalisme, était parvenu au *Socialiste*, l'organe central du parti ouvrier américain. Notre confrère prit ce programme pour celui de l'Union socialiste révolutionnaire, et il ne put s'empêcher de témoigner son désappointement, et de regretter que les socialistes français fussent encore si empêtrés dans les blagues bourgeoises. Aussi le *Socialiste* de New-York fut-il heureux de recevoir, en réponse à ses observations, une lettre de notre collaborateur Lafargue, publiée dans son numéro du 15 août, ainsi que le manifeste de l'Union socialiste révolutionnaire, qui rétablissait les faits. Un article de tête de son dernier numéro contient les observations suivantes que nous reproduisons avec plaisir :

« L'Union des socialistes de Paris fait de grands progrès. Un comité central électoral vient d'être formé, nous venons de recevoir son organe l'*Union socialiste révolutionnaire*. Nous félicitons nos camarades de Paris, parce que l'Union est la première et indispensable condition d'existence du prolétariat, et ensuite à cause des bases sur lesquelles ils ont fondé l'Union. Leur programme se borne aux trois points essentiels qui résument toutes les aspirations des exploités et renferment l'essence du mouvement socialiste. Sur ces trois points, nous devons être tous d'accord et nous le deviendrons de plus en plus, en France, aussi bien qu'en Allemagne, qu'en Angleterre, qu'en Amérique... Ce sont les dures nécessités de la lutte qui enseignent aux travailleurs des deux mondes, à oublier leurs querelles personnelles, et à négliger leurs différences théoriques et leurs rivalités de groupes pour unir tous leurs efforts sur la *plate-forme commune : la lutte des classes* afin d'arriver à l'*expropriation capitaliste et à la nationalisation des moyens de production*. Ces trois points du programme de l'Union socialiste de Paris, feront le tour du monde.

Variétés

Manifeste du parti communiste

(Suite)

Chaque étape du développement parcouru par la bourgeoisie, était accompagné d'un progrès politique correspondant.

Etat opprimé par le despotisme féodal, association armée se gouvernant elle-même dans la Commune; ici république municipale, là tiers-état taxable de la monarchie; puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans les monarchies limitées ou absolues; base principale des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est enfin emparée du pouvoir politique, à l'exclusion des autres classes, dans l'Etat parlementaire moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des affaires de la classe bourgeoise.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle essentiellement révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens multicolores qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié, pour ne laisser subsister entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, que le dur argent comptant. Elle a noyé l'extase religieuse, l'enthousiasme chevaleresque, la sentimentalité du petit bourgeois, dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a réduit la dignité personnelle à n'être qu'une valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, directe, brutale et éhontée.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes

es professions jusqu'alors réputées vénérables et vénérées avec crainte. Elle a fait du médecin, du juriste, du prêtre, du poète, du savant, des ouvriers salariés.

La bourgeoisie a arraché le voile de poésie touchante, qui recouvrait les relations de famille, et les a ramenées à n'être que de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a démontré que la brutale manifestation de la force du moyen âge, si admirée de la réaction, se complétait naturellement par la plus crasse paresse. C'est elle qui, la première, a prouvé ce que peut accomplir l'activité humaine : elle a créé bien d'autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques; elle a conduit bien d'autres expéditions que les antiques migrations de peuples et les croisades.

La bourgeoisie n'existe qu'à la condition de révolutionner sans cesse les instruments de travail, par conséquent le mode de production, par conséquent tous les rapports sociaux. La conservation de l'ancien mode de production était, au contraire, la première condition d'existence de toutes les classes industrielles précédentes. Ce bouleversement continu des modes de production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation, cette insécurité éternelles, distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et profondément enracinés, avec leur cortège de croyances et d'idées admises depuis des siècles, se dissolvent; les idées et les rapports nouveaux deviennent surannés avant de se cristalliser. Tout ce qui était stable est ébranlé, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs relations mutuelles avec des yeux désillusionnés.

Poussée par le besoin d'un débouché toujours plus étendu, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il faut que partout elle s'implante, que partout elle s'établisse et crée des moyens de communication.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales sont détruites ou sur le point de l'être. Elle est supplantée par de nouvelles industries dont l'introduction devient une question vitale pour toutes les nations civilisées; industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus éloignées, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même mais dans tous les coins du globe. A la place des anciens besoins satisfaits par les produits nationaux, naissent de nouveaux besoins exigeant, pour leur satisfaction, les produits des contrées les plus lointaines et des climats les plus divers. A la place de l'ancien isolement local et national se développe un trafic universel, une dépendance mutuelle des nations. Ce qui se passe dans la production matérielle se reproduit dans la production intellectuelle. Les productions intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'exclusivisme et les préjugés nationaux deviennent de plus en plus impossibles; et des diverses littératures nationales et locales se forme une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement de tous les instruments de production et des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est sa grosse artillerie pour battre en brèche les murailles de Chine et faire capituler les barbares les plus hostiles aux étrangers. Elle force toutes les nations, sous peine de mort, à adopter le mode de production bourgeois; elle les force à introduire chez elles la soi-disant civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle modèle le monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a bâti d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté la population des villes aux dépens de celle des campagnes; et, par là, elle a préservé une grande partie de la population de l'idiotisme de la vie des champs. De même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, les nations barbares et demi-civilisées aux nations civilisées, de même elle a subordonné les pays agricoles aux pays industriels, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus la dissémination des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle agglomère les populations, centralise les moyens de production et concentre la propriété dans les mains de quelques individus. La conséquence fatale de ces changements était la centralisation politique. Des provinces reliées entre elles seulement par des liens fédéraux, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers

différents, furent réunies en une seule nation, sous un seul gouvernement, une seule loi, un seul tarif douanier, un seul intérêt national de classe.

La bourgeoisie, depuis son avènement à peine séculaire, a créé des forces productives plus variées et plus colossales que toutes les générations passées prises ensemble. La subjugation des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de colonies entières, la canalisation des rivières, des populations entières surgissant comme par enchantement, — quel siècle précédent aurait jamais rêvé que de pareilles forces productrices dormaient dans le travail social!

Voici donc le résumé de ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange servant de base à l'évolution bourgeoise, sont créés dans le sein de la société féodale; à un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produit et échange ses produits, l'organisation féodale de l'industrie et de la manufacture, en un mot la propriété féodale, cessent de correspondre aux nouvelles forces productrices. Elles entravent la production au lieu de la développer. Elles se changent en autant de chaînes. Il faut les briser; elles furent brisées. A leur place s'éleva la libre concurrence avec une constitution sociale et politique correspondante, avec la domination économique et politique de la classe bourgeoise.

Sous nos yeux, il se produit un phénomène analogue. La société bourgeoise moderne, qui a mis en mouvement de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble à ce magicien ne sachant plus dominer les forces infernales qu'il avait évoquées. Depuis trente ans, au moins, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est que l'histoire de la révolte des forces productrices contre les rapports de production modernes, contre les rapports de propriété qui sont les conditions d'existence de la bourgeoisie et de sa suprématie. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise.

Chaque crise détruit régulièrement, non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productrices elles-mêmes. Une épidémie s'abat sur la société, qui, aux époques précédentes, eût semblé un paradoxe, — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement rejetée dans un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, qu'une guerre d'extermination lui enlève tous ses moyens de vie : l'industrie et le commerce semblent annihilés. — Et pourquoi? — Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productrices dont elle dispose, n'assurent plus les conditions de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces conditions, qui se transforment en entraves; et toutes les fois que les forces productrices sociales brisent ces entraves, elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie résiste-t-elle à ces crises? D'une part, par la destruction forcée d'une masse de forces productrices; d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus parfaite des anciens. C'est-à-dire qu'elle prépare des crises plus générales et plus terribles et réduit les moyens de les prévenir.

Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité, se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui doivent lui donner la mort; elle a aussi produit les hommes qui doivent les manier — les ouvriers modernes, les *Proletaires*.

(A suivre).

BIBLIOTHEQUE SOCIALISTE

SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde.	» 30
LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANGE. (Réponse à M. P. Leroy-Beaulieu), par Jules Guesde.	» 20
LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde.	» 30
LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, son histoire, ses considérants, ses articles, par Jules Guesde et Paul Lafargue.	1 »
LE DROIT A LA PARESSE, par Paul Lafargue.	» 35

COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE, le matérialisme économique de Karl Marx, trois brochures : 1° l'Idéalisme et le Matérialisme dans l'histoire; 2° le Milieu naturel : théorie darwinienne; 3° le Milieu artificiel : théorie de la lutte des classes, par Paul Lafargue. » 30

COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE. *L'Evolution du capital*, cinq brochures : 1° Genèse du capital; 2° Formation du prolétariat; 3° Coopération et manufacture; 4° Machinisme et grande industrie; 5° Fin du capital, par Gabriel Deville. » 60

L'ANARCHISME, par Gabriel Deville. » 10

LE CAPITAL DE KARL MARX, résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique, par Gabriel Deville. 3 »

RAPPORTS ET RÉOLUTIONS DES CONGRÈS OUVRIERS DE 1876 A 1883, par J. Dormoy. » 40

6° CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roanne (1882). » 40

7° CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roubaix (1884). » 40

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE PARIS . . . » 15

L'ÉGALITÉ (journal), 2° série — 1880 — 32 n° . . . 5 »

L'ÉGALITÉ (journal), 3° série — 1881-1882 — 47 n° . 10 »

Envoi franco contre mandat-poste.

Adresser les demandes au citoyen Hennet, 17, rue du Croissant, Paris.

COMMUNICATIONS

Nous venons de recevoir la traduction en langue roumaine du *Cours d'économie sociale*, de Lafargue; déjà il avait été traduit en allemand et publié dans le *Social Demokrat*, l'organe du Parti socialiste allemand.

Nous pouvons nous réjouir du succès des ouvrages publiés par notre Bibliothèque socialiste. Les brochures de Guesde : *le Collectivisme au collège de France*; *Collectivisme et Révolution*, sont épuisées, ainsi que la *Loi des salaires*, dont on prépare une nouvelle édition; on a été aussi obligé de faire un nouveau tirage du *Cours d'économie sociale* de Deville et de Lafargue. Les socialistes étrangers ont apprécié nos publications. L'étude sur les considérants du *Programme du parti ouvrier* de Guesde et de Lafargue a été traduite en allemand et en flamand, ainsi que le *Droit à la paresse*, qui a été mis aussi en langues polonaise et russe. Le *Capital de Karl Marx*, résumé par Deville, a été traduit en russe; on prépare des traductions en langues allemande, espagnole et anglaise.

J. LEPINE,
secrétaire du cercle de la *Bibliothèque socialiste*.

BULLETIN FINANCIER

Dans l'état social actuel, la possession d'un capital, si minime qu'il soit, est une question de vie ou de mort pour l'individu.

L'Etat a organisé, pour recevoir les petites économies une caisse dite d'Épargne qui soutire l'argent partout, même dans les plus petits hameaux, grâce à la complicité du ministère des postes et télégraphes.

Pauvres gens ! qui croyez être à l'abri des événements parce que vous avez mis votre petite fortune en dépôt à la Caisse d'Épargne. Vous vous dites : « Je ne reçois que 3 0/0 d'intérêt, c'est vrai, mais mon capital est immuable, il ne peut pas diminuer, ce n'est pas comme ceux « qui placent leur argent à la Bourse dans les fonds d'Etat. »

Votre argent est centralisé à la Caisse des dépôts et consignations et, par des virements administratifs, passe dans les caisses du Trésor public pour servir à payer les dépenses extraordinaires et irrégulières.

Vous faites partie des créanciers de la Dette flottante non reconnue par les Chambres, vous n'avez aucune garantie et, en cas d'événements, vous ne pourriez faire de réclamations qu'aux fonctionnaires qui, par leur gestion, ont consommé l'abus de confiance commis envers vous.

Que dites-vous de cette filouterie gouvernementale ?

Du reste, le système a été appliqué à la plupart des Caisses de retraites et autres institutions soi-disant prévoyantes et philanthropiques.

Qui ne se rappelle que dernièrement on ne trouva pas un sou des 180,000 francs qui devaient constituer la Caisse de Retraites des petits employés de l'Opéra, quand il fallut en secourir quelques-uns.

Que voulez-vous? Une société basée sur le vol doit produire des voleurs.

PENAUD.

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE

A. LECOURTOIS

Libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire*, aux *Sciences naturelles* et à la *Littérature* en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 fr. broché, 2 fr. 25 fr. richement relié; (14^e édition), chez les Libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi f° contre 1 fr. 25.